



D'abord les faits

A blue-tinted photograph of a modern newsroom. In the foreground, a woman is seen from the side, working at a desk with multiple computer monitors. The background shows other staff members at their desks, large windows overlooking a city, and a wall with several television screens displaying news footage. The overall atmosphere is professional and busy.

EN PREMIÈRE LIGNE

CONTRE LA DÉSINFORMATION

LE RÉTABLISSEMENT DES FAITS, SOCLE DE LA BATAILLE

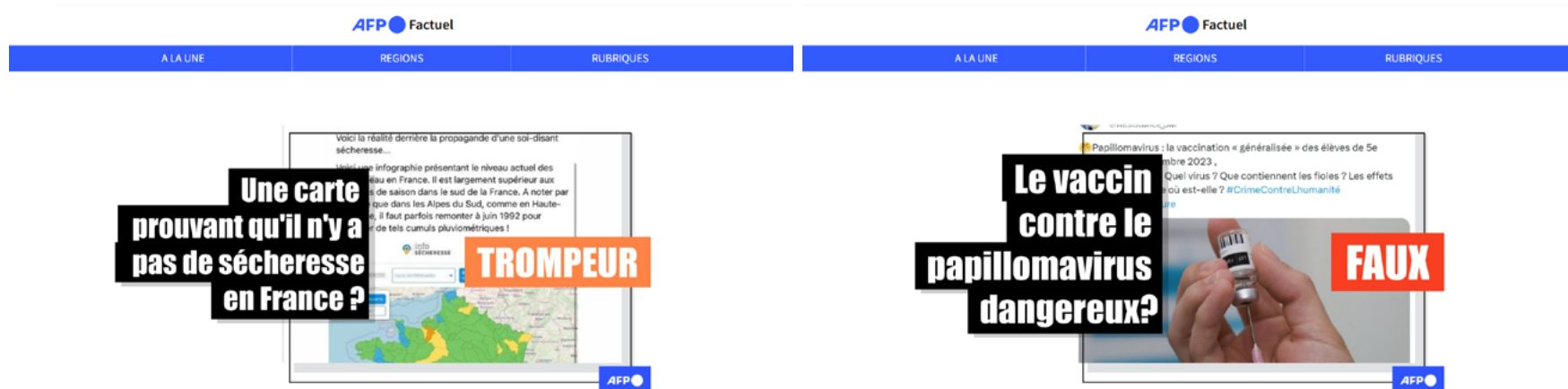
Dans un contexte de désinformation massive, le « fact-checking », constitue la première lame de la riposte par sa recherche du rétablissement des faits. Le fact-checking concerne la vérification de contenus déjà publiés, sur les réseaux sociaux notamment, et vise à établir ce qu'on sait, ou pas, d'un sujet.

Le travail des fact-checkeurs consiste à :

- sélectionner les sujets les plus sensibles et viraux ;
- mener un travail de vérification ;
- publier pour le plus grand nombre ;
- en étant transparent sur la méthode utilisée.

Cette publication se fait souvent sur les plateformes elles-mêmes, en confrontant directement le fact-check à l'info initiale.

Le fact-checking suppose une bonne connaissance des réseaux sociaux ainsi que la maîtrise des principaux outils de renseignement en source ouverte (OSINT) pour aider à la vérification ou à la géolocalisation des images. À l'AFP, cette discipline est regroupée sous l'appellation plus large d'investigation numérique.



L'AFP A DÉVELOPPÉ LE RÉSEAU DE FACT-CHECKING LE PLUS ÉTENDU AU MONDE

26 LANGUES
140 JOURNALISTES
22 ARTICLES PAR JOUR EN MOYENNE

EN 2022:

7 800 FACT-CHECKS
1 230 SUR L'INVASION RUSSE EN UKRAINE
925 SUR LE COVID-19
310 SUR LE CLIMAT

L'INVESTIGATION NUMÉRIQUE, UNE PRIORITÉ ÉDITORIALE

En 2023, sur les 1 800 journalistes de l'Agence, 140 se dédiaient au fact-checking. Ils maîtrisent l'écosystème numérique et le contexte du pays où ils travaillent, au plus près de la désinformation.

La croissance de ce réseau est la traduction de **la priorité éditoriale donnée à l'investigation numérique, en un temps de polarisation des débats et de radicalisation des esprits**. Cette activité vient compléter et enrichir la mission de l'AFP: dire les faits en texte, photo et vidéo, dans un souci d'impartialité et en complète indépendance éditoriale.

Boutcha : des images satellite montrent la présence de corps dès mi-mars

Des images prises le 19 mars montrent la présence de corps dans une rue, ensuite photographiés le 2 avril par l'AFP



Source : Image satellite Maxar Technologies, photo AFP

AFP

Exemple de cette **complémentarité entre journalisme de terrain et fact-checking, le travail** mené sur le massacre de Boutcha en Ukraine : pendant que les reporters à Boutcha documentaient l'identité des victimes, les fact-checkeurs et journalistes de l'infographie ont rapidement démonté les accusations russes d'une mise en scène en utilisant des images satellite et logiciels de décomposition d'images. Les compétences développées sur l'investigation numérique ont permis à l'AFP de démultiplier la couverture de la désinformation dans ses productions traditionnelles.

LE FACT-CHECKING : UN FORMAT SPÉCIFIQUE

Le fact-checking :

- se concentre sur les faits, pas sur les opinions ;
- retrace toutes les étapes de l'investigation, de façon pédagogique ;
- donne des sources identifiées - pas anonymes.

Le fact-checking à l'AFP va plus loin encore :

- en s'appuyant sur plusieurs sources indépendantes pour arriver à une conclusion ;
- en redonnant un contexte détaillé aux informations ;
- en publiant le relevé de toutes les corrections faites sur les articles ;
- en concentrant ses efforts sur des sujets qui circulent massivement et qui sont d'intérêt public.

L'investigation numérique à l'AFP répond à des normes d'excellence européennes et internationales, par le biais d'adhésion aux chartes de l'[IFCN](#) et de l'[EFCSN](#).

L'AFP, en tant que membre fondateur, a contribué à l'écriture de celle de l'EFCSN.

TOUJOURS PLUS D'IMPACT

Contrairement aux idées reçues, le fact-checking n'est pas « une goutte d'eau dans l'océan ».

L'AFP seule produit 22 fact-checks/jour en moyenne. Si l'on ajoute la production des quelque 200 organisations membres de l'IFCN, **une masse critique est atteinte** : il est rare qu'une infox virale sur un sujet sensible passe au travers des fact-checkeurs.

Il ne s'agit pas de convaincre celles et ceux qui répandent sciemment toutes sortes de théories complotistes. Ce n'est pas notre cible.

L'investigation numérique à l'AFP se concentre sur **le grand public**, pour fournir une information fiable, notamment en démystifiant des contenus faux ou manquant de contexte. Nous dévelop-

pons une approche pédagogique dans notre production, dans un souci d'utilité publique.

La collaboration avec les réseaux sociaux et plateformes est nécessaire : elle permet d'être présent directement **là où les infox circulent**, là où il est possible de toucher directement les usagers et d'interagir avec eux.

L'AFP travaille actuellement avec Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), Google et TikTok, via des contrats qui participent à son modèle commercial.

Deux grands projets collaboratifs de lutte contre la désinformation autour des élections présidentielles françaises de **2017** et de **2022** nous ont permis de **juger de l'impact de notre travail, et de l'évolution des stratégies de désinformation.**

Nous avons pu constater en 2022 que les politiques étaient plus prudents dans leurs affirmations.

L'intelligence artificielle générative donne un coup d'accélérateur supplémentaire à la désinformation et à la production de « deep fakes » : nos équipes doivent constamment garder l'œil, se former et innover pour y faire face.

AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

*Le Sénégal attend beaucoup des retombées de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières récemment découvertes au large de ses côtes. Mais selon une **rumeur tenace**, relayée par certains leaders politiques dans un contexte de pré-campagne électorale, et très répandue parmi une population souvent pauvre et rurale, l'Etat ne percevra que 10% des revenus de cette exploitation. La désinformation à ce sujet inonde régulièrement les réseaux sociaux et même certains médias locaux.*

Nous avons enquêté longuement, décortiqué les contrats pétroliers et gaziers qui lient le gouvernement aux opérateurs privés et interrogé plusieurs experts pour décrypter les subtilités et les zones d'ombres de ce sujet technique, pour démontrer que ce chiffre était faux car largement sous-estimé. Ce qui nous a permis d'expliquer quels étaient les différents composants des revenus perçus par l'État et leur répartition entre celui-ci et les compagnies pétrolières.

UNE PRIORITÉ EUROPÉENNE



© Daniel Mihailescu / AFP

La désinformation comme risque systémique sociétal, **facteur de déstabilisation des démocraties**, est un fil rouge des textes discutés ces dernières années au sein des institutions européennes.

Des projets européens ont en conséquence été lancés. L'AFP participait en 2023 à plusieurs d'entre eux, dont la formation de 8 pôles régionaux (« hubs ») autour de la lutte contre la désinformation qui regroupent **journalistes, chercheurs et représentants de la société civile** pour apporter des réponses adaptées à des bassins culturels et linguistiques définis.

C'est dans cet esprit aussi que l'AFP a rejoint, comme membre fondateur, l'EFCSN, pour définir **une charte exigeante en matière de transparence et d'impartialité** pour les fact-checkeurs européens.

UNE APPROCHE À 360°

Un contrat avec Google nous a donné l'opportunité de créer une **formation à l'investigation numérique**, en accès libre, pour les journalistes et les étudiants en journalisme.

Cette formation est disponible en français, anglais, espagnol et portugais. Nous y ajoutons régulièrement de nouveaux modules, qui sont également mis à jour dès que nécessaire, le dernier en date portant sur la désinformation climatique.

Ces modules sont complétés par **une série de vidéos qui prennent la forme de « tutoriels »** (vidéos explicatives) et cas pratiques. Comme les formations, ces vidéos sont produites au fur et à mesure et sont disponibles en plusieurs langues.

Le Medialab de l'AFP développe **des outils en « sources ouvertes » d'investigation et de vérification**, comme le logiciel **InVid-WeVerify** qui compte actuellement 100 000 utilisateurs par semaine dans 224 pays.

Enfin l'AFP, par son action dans les pôles européens, mais aussi par son travail en propre sur l'éducation aux médias, notamment par l'engagement de ses journalistes au sein de l'association Entre les lignes, participe à des actions pédagogiques sur la lutte contre la désinformation.

OÙ TROUVER LES CONTENUS DE L'INVESTIGATION NUMÉRIQUE AFP ?

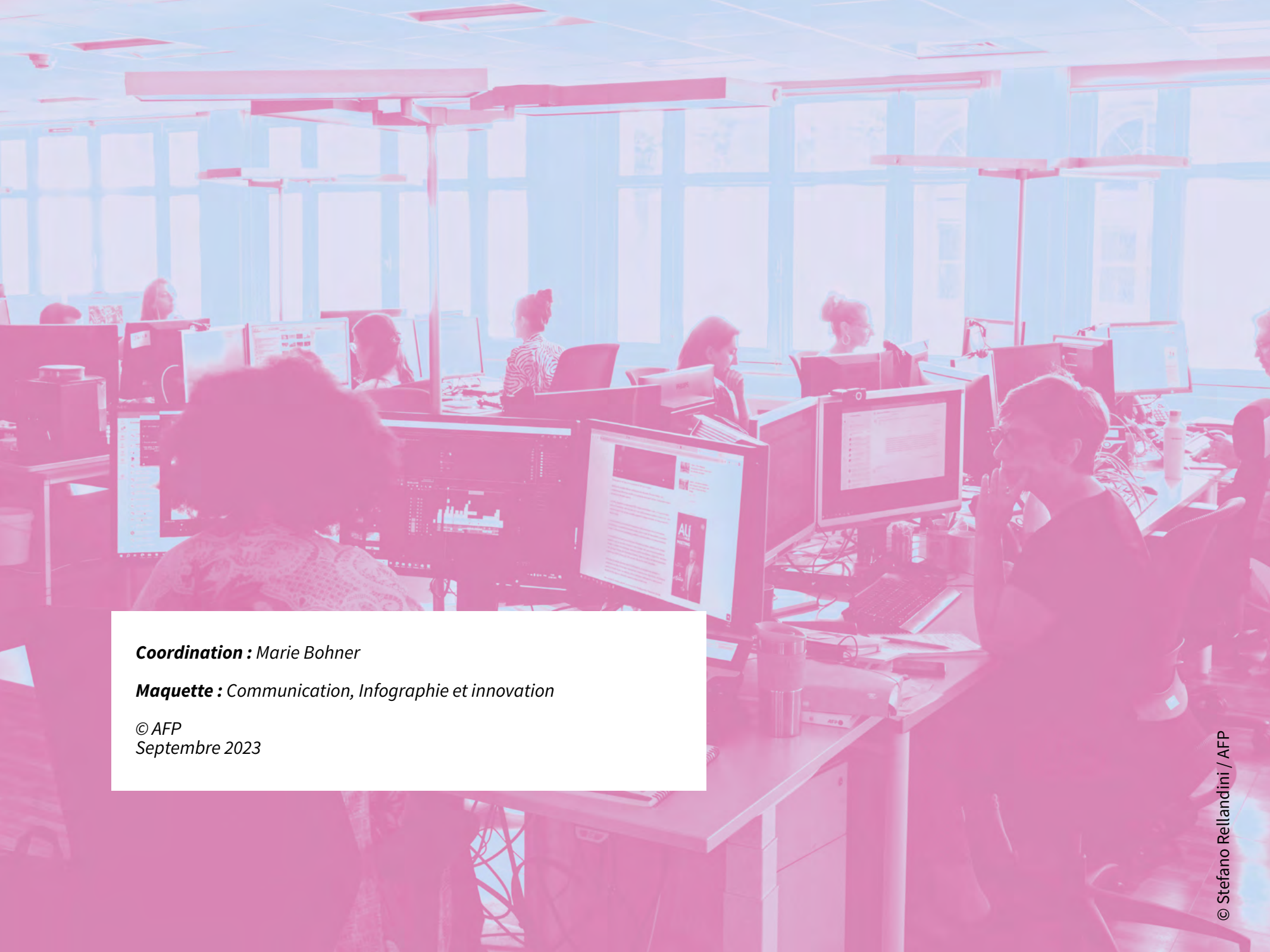
Contrairement aux productions « traditionnelles » du fil de l'AFP, les contenus de l'investigation numérique sont accessibles au grand public :

- sur nos sites dédiés en 26 langues : [AFP Factuel](#) pour la France,
- sur une [playlist YouTube](#) pour nos vidéos tutos et conseils pratiques pour l'investigation numérique,
- sur les sites des pôles européens, en particulier **EDMO-BELUX** et **DE FACTO** pour la production francophone.

Le service commercial de l'Agence doit être contacté pour la reprise, sur d'autres canaux, des contenus de l'investigation numérique.

COMMENT JOINDRE NOS ÉQUIPES ?

- sur nos comptes francophones **X (ex Twitter)**, **Facebook** et **Instagram**,
- sur notre ligne francophone WhatsApp **+33 6 47 08 70 46**, sur laquelle les citoyens peuvent nous envoyer des contenus à vérifier, des questions, et recevoir une lettre d'information,
- par courriel **factuel@afp.com**, pour nous signaler des contenus douteux ou joindre nos équipes.

A photograph of a modern office environment with large windows and people working at computers. The image is overlaid with a semi-transparent pink rectangle containing text.

Coordination : Marie Bohner

Maquette : Communication, Infographie et innovation

© AFP
Septembre 2023

AFP

Retrouvez-nous sur



afp.com • making-of.afp.com • factuel.afp.com